



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité de l'information pour
le développement (CODI)

Addis-Abeba (Ethiopie)
10-17 mai 2003



Distr LIMITEE
E/ECA/DISD/CODI 3/L5

15 mai 2003

FRANCAIS

Original ANGLAIS

Rapport du sous-comité de la statistique

Point 8 de l'ordre du jour : Sous-comité de la statistique

Participation

- 1 La troisième session du sous-comité de la statistique du Comité de l'information pour le développement (CODI) s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 15 mai 2003 avant le Groupe du travail du CODI sur « la statistique et la gouvernance » convoqué le 11 mai 2003 et après la réunion du CODI consacrée au lancement officiel du Conseil consultatif de la statistique en Afrique le 16 mai 2003
- 2 Ont assisté à la réunion du sous-comité de la statistique les délégués des Etats membres suivants de la Commission Algérie, Bénin, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie
- 3 Ont également assisté à la réunion les observateurs des organisations suivantes Banque africaine de développement (BAD), Observatoire statistique et économique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Bank Jang (Senegal), CERSGIS (Ghana), Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA), Département du développement international (DFID, Royaume Uni), DIAL (France), Eastern African Training Centre (EASTC), Ecole nationale d'économie appliquée (ENEA, Sénégal), Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA, Côte d'Ivoire), CEDEAO, Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, Bureau international du travail (BIT), Suisse InWent-Munich Centre for Economic, Environmental and Social Statistics, Institut national statistique du Mozambique, OCDE/PARIS21, Oxford Policy Management (Royaume-Uni), Partenariat pour le développement municipal (PDM), Bureau statistique fédéral suisse, Bureau du recensement des Etats-Unis, UNSD, Université du Ghana, Banque mondiale

Point 8.2 de l'ordre du jour : Ouverture

- 4 En l'absence du Président sortant, Maurice, le Vice-Président sortant, Bénin a déclaré la réunion ouverte. Le Directeur de la Division de la politique économique et sociale a ensuite fait un discours d'ouverture.

Point 8.3 de l'ordre du jour : Election du bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

- 5 Le Sous-comité a élu le bureau suivant

- Président Sénégal
- Vice-président Zambie
- Rapporteur République démocratique du Congo (RDC)

- 6 Les participants ont adopté les projets d'ordre du jour et le programme de travail sans amendements.

Point 8.4 de l'ordre du jour : Statistique et gouvernance

- 7 Questions examinées

- Définition du concept de gouvernance
- Bonne statistique pour une bonne gouvernance et la nécessité de la bonne gouvernance des bureaux nationaux de la statistique
- Quels sont les différents domaines concernant la gouvernance ou les bureaux nationaux de la statistique peuvent jouer un rôle sans perdre leur crédibilité de bureau national de la statistique (couverture de la gouvernance et des secteurs sensibles) ?
- Le rôle des statisticiens et des bureaux nationaux de la statistique dans les différents domaines/secteurs de la bonne gouvernance
- Quelle statistique peut ajouter à l'évaluation de la gouvernance (avantages comparatifs des bureaux nationaux de la statistique et autres éléments du système national statistique dans

les processus d'évaluation de la gouvernance bureaux nationaux de la statistique, organisations non gouvernementales (ONG) etc

- Confusion entre la statistique qui est un procédé technique et la politique
- Le risque d'avoir des indicateurs calculés par des institutions non statistiques ou des non statisticiens
- Quelles sont les évaluations les plus valables et leur applicabilité ?
- Difficultés des mesures palliatives de gouvernance
- Comment le débat au niveau international est perçu et mis en œuvre au niveau national ?
- Le cadre juridique pour la participation des bureaux nationaux de la statistique à la gouvernance d'évaluation
- Confidentialité et prévention contre l'utilisation de données statistiques à des fins répressives (fiscales, etc)
- Nécessité d'une autorité morale pour que les bureaux nationaux de statistique dirigent le processus
- Statistiques requises pour le mécanisme d'examen par les pairs
- Nécessité d'appropriation, d'obligation redditionnelle, de processus participatif et multidisciplinaire
- Variables relatives à la gouvernance et méthodologie pour les mesurer
- Type de données statistiques sur la gouvernance à communiquer aux décideurs et au public

8. Actions recommandées

- Nécessité d'une définition claire du concept de gouvernance, les variables qu'elle implique, les domaines connexes et les méthodologies et mesures les plus valables
- Nécessité de hiérarchiser les différents sujets relatifs à la gouvernance
- Nécessité de mesurer les aspects positifs et négatifs de la gouvernance
- Les statisticiens doivent examiner minutieusement la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement et s'y référer comme un cadre juridique pour l'élaboration des indicateurs concernant la gouvernance aux niveaux national et régional
- Le groupe de travail proposé sur la création de mécanismes d'examen par les pairs pour l'évaluation de la capacité statistique, doit également s'occuper des questions conceptuelles et méthodologiques liées à l'élaboration des indicateurs concernant la gouvernance ainsi que d'autres questions telles que l'identification des avantages comparatifs des bureaux nationaux de la statistique et autres éléments du système statistique national dans ce domaine

- Nécessité de renforcer le système statistique national en allouant des ressources financières humaines et matérielles suffisantes aux divers éléments impliqués dans la collecte et la compilation des statistiques et des indicateurs concernant la gouvernance, les bureaux nationaux de la statistique jouant un rôle de premier plan dans ce processus
- La CEA doit aider dans la mise en place au niveau du pays du cadre juridique nécessaire pour assurer la coordination des activités des diverses entités s'occupant des questions de gouvernance
- Nécessité de reformuler les lois statistiques en vigueur afin de tenir compte de nouveaux besoins en données notamment celles relatives à la gouvernance
- Nécessité de limiter le rôle des statisticiens aux domaines de gouvernance où ils peuvent intervenir sans perdre leur crédibilité et générer une valeur ajoutée

Autres points examinés

- Statistiques et indicateurs dans le domaine des droits de l'homme et de la gouvernance le programme METAGORA

Point 8.5 de l'ordre du jour : Rapports des pays

9. Questions examinées

- Etat du développement statistique dans les pays suivants Algérie, Bénin, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Ghana, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie
- Format des rapports des pays
- Diffusion des rapports de pays

10. Mesures recommandées

- Les rapports de pays doivent être préparés et transmis à la CEA bien à l'avance Le Sous-Comité devrait disposer d'un délai suffisant pour les examiner, ce qui permettra aux

Bureaux nationaux de la statistique de procéder à des échanges fructueux de données d'expérience

- La CEA devrait élaborer un format standard sur la base du schéma d'ensemble concernant la préparation des rapports de pays, adopté par le Sous-Comité à sa deuxième session, ce format doit correspondre aux préoccupations, thèmes et programmes des sessions futures du CODI
- Les rapports de pays peuvent être accompagnés de profils de pays
- Les autres éléments qui composent le système statistique national, tels que les banques centrales, peuvent être progressivement associés à l'élaboration des rapports
- Les centres de formation statistique devront aussi faire rapport sur leurs activités à l'occasion des sessions futures du Sous-Comité
- Les rapports de pays devraient être incorporés dans les sites web des bureaux nationaux de la statistique dans les pays disposant de tels instruments

Point 8.6 de l'ordre du jour: suivi des conclusions et recommandations de la deuxième réunion du Sous-Comité de la statistique

11. Problèmes posés

- Suivi de l'évaluation du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90
- Mise en œuvre du système de comptabilité nationale de 1993
- Conclusions et recommandations du Groupe de travail sur le renforcement de la capacité statistique pour le suivi de la pauvreté en Afrique
- Utilisation de bases de données et de systèmes d'information statistiques pour la prise de décision
- Activités statistiques de la CEA

12. Mesures recommandées

- Le Sous-Comité a pris note du rapport

Point 8.7 de l'ordre du jour : Le système de comptabilité nationale de 1993 en Afrique

13. Questions soulevées

- Problèmes de ressources humaines au secrétariat de la CEA,
- Aperçu des activités d'AFRISTAT et de la CEDEAO dans le domaine de la comptabilité nationale,
- Harmonisation des méthodes, de la qualité des données, des délais de production, de la comparabilité ainsi que du respect des normes de diffusion internationale

14. Mesures recommandées

- Nécessité de mettre en œuvre une stratégie nationale,
- Nécessité de disposer de ressources financières et humaines suffisantes,
- Nécessité d'assurer une formation spécialisée

Point 8.8 de l'ordre du jour : Questions de fond

Point 8.8.1 de l'ordre du jour : Rapport du Groupe de travail sur les « Statistiques et la gouvernance »

15. Questions soulevées

- Participation des BNS au processus électoral au niveau national

16. Mesures recommandées

- Les BNS devraient participer à l'établissement des listes électorales, étant donné le caractère confidentiel de ces renseignements personnels,
- Le Sous-Comité a adopté le projet de rapport modifié

Point 8.9 de l'ordre du jour Initiatives régionales et sous-régionales de développement de la statistique en Afrique

17 *Les partenaires suivants ont présenté des rapports pour promouvoir le développement de la statistique en Afrique BafD, BCEAO, FAO, GDDS du FMI, AFRISTAT (PROSMIC), Division de la statistique - ONU, BIT, PARIS 21, le Bureau du recensement des Etats-Unis, EASTC/TANZANIE*

18 Un représentant de la DPES de la CEA a également fait une présentation sur les principaux indicateurs utilisés par cette division pour élaborer le Rapport économique sur l'Afrique

Point 8.9.1 : Rapport sur les activités statistiques de la CEA au cours de la période 2002-2003 et programme de travail pour la période biennale 2004-2005

19 Le secrétariat a présenté un rapport sur les activités de la CEA pour la période allant de septembre 2001 à mai 2003 et le programme de travail pour la période biennale 2004-2005

20. Questions soulevées

- Taux élevé des postes vacants pour le personnel statisticien,
- La statistique perd de son importance à la CEA
- Perte, pour la CEA, de son rôle de premier plan dans la promotion du développement de la statistique dans divers domaines, tels que la comptabilité nationale et les domaines connexes

21. Mesures recommandées

- Il est urgent de revoir le rôle de statistique à la CEA,
- Tout de suite après sa création, le Comité consultatif sur la statistique en Afrique devrait formuler des propositions concrètes sur les moyens de renforcer le rôle de la statistique à la CEA

Point 8.9.2 : La création du Comité consultatif sur la statistique en Afrique

22. Questions soulevées

- **Membres**

23. Mesures recommandées

- Le Sous-Comité a recommandé que le secteur privé soit représenté au Comité

Point 8.10 de l'ordre du jour : Questions diverses

- 24 Le secrétariat a fourni des informations sur le programme de stage en cours qui est destiné à de jeunes économistes-statisticiens et informaticiens

Point 8.11 de l'ordre du jour : Adoption du rapport